



SERVICE DES SYSTÈMES D'INFORMATION

**TIERCE MAINTENANCE APPLICATIVE
DU SYSTÈME D'INFORMATION COMPTABLE
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
ET DES APPLICATIONS DE PAIE ET DE GESTION DES PRÊTS
(SAP)**

**ACCORD-CADRE
2020AN-16**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
(CCAP)
COMMUN
AUX LOTS A, B, C**

Nature de la procédure :

**Appel d'offres ouvert passé en application
des articles L. 2124-2, L.2125-1, R. 2124-1, R. 2124-2,
R. 2161-2 à R. 2161-5 et R. 2162-1 à R. 2162-14
du code de la commande publique**

Pouvoir adjudicateur :

Assemblée nationale

Représentants du pouvoir adjudicateur :

Collège des Questeurs

Comptable assignataire des paiements :

M^{me} la Trésorière de l'Assemblée nationale

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DE L'ACCORD-CADRE	3
ARTICLE 2	PIÈCES CONTRACTUELLES DE L'ACCORD-CADRE	3
ARTICLE 3	DURÉE DE L'ACCORD-CADRE.....	4
ARTICLE 4	MONTANT DE L'ACCORD-CADRE.....	4
ARTICLE 5	FORME DE L'ACCORD-CADRE	4
ARTICLE 6	MODALITÉS D'EXÉCUTION DE L'ACCORD-CADRE.....	4
6.1	EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE AU MOYEN DE BONS DE COMMANDE OU DE MARCHES SUBSEQUENTS.....	4
6.2	DUREE D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE ET DES MARCHES SUBSEQUENTS.....	5
6.3	ANNULATION OU MODIFICATION D'UN BON DE COMMANDE OU D'UN MARCHÉ SUBSEQUENT	5
6.4	VERIFICATIONS ET ADMISSION DES PRESTATIONS DE MAINTENANCE EVOLUTIVE	6
ARTICLE 7	PRIX ET MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES PRESTATIONS EXÉCUTÉES	6
7.1	CONTENU DES PRIX	6
7.2	FORME DES PRIX	6
7.3	AJUSTEMENT DU PRIX DE L'UO 2 « MAINTENANCE CORRECTIVE »	7
7.4	VARIATION DES PRIX	7
7.5	AVANCES AUX TITULAIRES.....	7
7.6	ACOMPTES.....	8
7.7	PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	8
7.8	MODALITES DE PAIEMENT.....	8
7.9	MODALITES DE PAIEMENT DIRECT DES SOUS-TRAITANTS.....	9
7.10	COMPTABLE – CÉSSION DE CRÉANCES DES MARCHES CONCLUS SUR LA BASE DU PRÉSENT ACCORD-CADRE	9
ARTICLE 8	SOUS-TRAITANCE	9
ARTICLE 9	PÉNALITÉS	9
9.1	PENALITES EN CAS DE RETARD DANS L'EXECUTION DES PRESTATIONS DE MAINTENANCE CORRECTIVE.....	9
9.2	PENALITES EN CAS DE NON-REPOSE A UNE EXPRESSION DE BESOIN.....	10
9.3	PENALITES EN CAS DE RETARD DANS L'EXECUTION DES AUTRES PRESTATIONS	10
9.4	PLAFONNEMENT DES PENALITES.....	10
ARTICLE 10	RÉSILIATION.....	10
ARTICLE 11	REPRÉSENTATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR ET DU TITULAIRE	11
11.1	REPRESENTATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR	11
11.2	REPRESENTATION DU TITULAIRE.....	11
ARTICLE 12	PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....	12
ARTICLE 13	CONFIDENTIALITÉ.....	12
ARTICLE 14	ASSURANCE.....	12
ARTICLE 15	RESPECT DE LA RÉGLEMENTATION RELATIVE AU TRAVAIL DISSIMULÉ	12
ARTICLE 16	LANGUES ET LITIGES.....	13
ARTICLE 17	DÉROGATION AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX	13

ARTICLE 1 OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Cet accord-cadre a pour objet la réalisation de prestations de maintenance applicative (corrective, adaptative et évolutive) d'assistance, de formation, portant sur les applications de l'Assemblée nationale s'appuyant sur le progiciel SAP et incluant une couche additionnelle « secteur public ».

Le présent accord-cadre comporte trois lots, attribués chacun à un titulaire unique pour toute la durée d'exécution de l'accord-cadre :

- Lot A : tierce maintenance applicative du système d'information comptable (SIC) de l'Assemblée nationale et prestations de formation et d'assistance fonctionnelle et technique aux utilisateurs ;
- Lot B : tierce maintenance applicative des systèmes (désignés globalement sous le nom de systèmes d'information des ressources humaines, SIRH) de paie et de gestion administrative, de gestion des prêts, de gestion des assurances-décès et prestations de formation et d'assistance fonctionnelle et technique aux utilisateurs ;
- Lot C : tierce maintenance applicative des systèmes de gestion des identités et d'authentification unique, de gestion des risques et conformité ainsi que des outils de support SAP.

Le CCTP présente les applications faisant l'objet du présent accord-cadre. Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) précisent l'objet des prestations attendues dans le cadre du présent accord-cadre.

L'accord-cadre s'exécute principalement au moyens de bons de commande portant sur les unités d'œuvre inscrites au bordereau de prix joint en annexe de l'acte d'engagement du présent accord-cadre. Des marchés subséquents pris sur le fondement du présent accord-cadre pourront être passés afin de préciser les caractéristiques et les modalités d'exécution des prestations qui ne sont pas fixées dans l'accord-cadre.

La maintenance actuelle est effectuée dans le cadre de dispositifs propres à chaque lot A, B et C.

Le transfert de compétence de chaque tiers mainteneur actuel vers les titulaires de l'accord-cadre fera, le cas échéant, l'objet, pour chaque application, d'une phase de transférabilité/réversibilité dans les conditions prévues à l'article 11 du CCTP.

ARTICLE 2 PIÈCES CONTRACTUELLES DE L'ACCORD-CADRE

Les pièces contractuelles du présent accord-cadre et des marchés subséquents éventuels sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

➤ Pièces particulières

- L'acte d'engagement pour chacun des lots de l'accord-cadre, accompagné de ses annexes, signé par les représentants de la personne publique et du titulaire ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières de l'accord-cadre commun aux trois lots, dont l'exemplaire conservé par l'administration fait foi ;
- Le cahier des clauses techniques particulières de l'accord-cadre commun aux trois lots, dont l'exemplaire conservé par l'administration fait foi ;

➤ Pour ce qui concerne chaque marché subséquent :

- l'acte d'engagement du marché subséquent et ses annexes, signé par les représentants de la personne publique et du titulaire ;
- le cahier des clauses particulières régissant, le cas échéant, le marché subséquent ;

- le mémoire technique ou toute autre pièce contractuelle réclamés le cas échéant au stade du marché subséquent.

➤ Pièces générales

- Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG-TIC), approuvé par arrêté du 31 mars 2021 (publié au Journal Officiel n° 0078 du 1^{er} octobre 2021).

➤ Le mémoire technique remis par le titulaire à l'appui de son offre pour l'accord-cadre ;

ARTICLE 3 DURÉE DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée de vingt-quatre mois à compter de sa notification.

Conformément aux dispositions de l'article L. 2125-1 1° du code de la commande publique, la durée maximale d'exécution du présent accord-cadre est portée à cinq ans.

Il pourra en conséquence faire l'objet de trois reconductions expresses d'une durée de douze mois chacune. La durée totale de l'accord-cadre ne peut excéder cinq ans. La décision de reconduction est notifiée au titulaire de chaque lot par lettre recommandée avec accusé de réception au moins deux mois avant l'expiration de l'accord-cadre.

Les titulaires de l'accord-cadre ne peuvent pas en refuser la reconduction.

ARTICLE 4 MONTANT DE L'ACCORD-CADRE

Les trois lots du présent accord-cadre sont conclus sans minimum ni maximum ainsi que le permet le 3° de l'article R.21962-4 du code de la commande publique.

ARTICLE 5 FORME DE L'ACCORD-CADRE

Le présent marché est un accord-cadre avec une partie à bons de commande mono attributaire passé en application des articles L. 2124-2, L. 2125-1, R. 2124-2 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Des marchés subséquents peuvent être passés en applications des articles R. 2162-7 à R. 2162-9 afin de préciser les caractéristiques et les modalités d'exécution des prestations qui ne sont pas fixées dans l'accord-cadre.

Les marchés conclus sur la base du présent accord-cadre seront des marchés pour partie à prix forfaitaire pour partie à prix unitaires.

La notification des marchés passés sur la base du présent accord-cadre ne peut se faire que pendant la durée de validité de l'accord-cadre. Les délais d'exécution qui ne sont pas fixés dans l'accord-cadre seront fixés dans les marchés subséquents.

ARTICLE 6 MODALITÉS D'EXÉCUTION DE L'ACCORD-CADRE

6.1 Exécution de l'accord-cadre au moyen de bons de commande ou de marchés subséquents

L'accord-cadre s'exécute aux moyens de bons de commandes précisant la nature, la quantité, le délai de réalisation et le montant des unités d'œuvres (UO) dont l'exécution est demandée par l'Assemblée nationale.

À la survenance du besoin, l'Assemblée nationale transmet une expression de son besoin au titulaire du lot concerné à partir de laquelle le titulaire établit un devis précisant, le nature et la quantité d'UO requise, le(s) type(s) d'intervenants envisagé en s'engageant sur un délai d'exécution. Lorsque cette demande de travaux porte sur la réalisation de développements, la commande ou le marché subséquent entraîne une obligation de résultats et sera traitée en mode projet.

Le titulaire du lot concerné est tenu de répondre aux expressions de besoin. À défaut, il doit présenter par écrit les raisons justifiant l'absence d'offre. Sera notamment jugée irrecevable la motivation fondée sur l'engagement des moyens du titulaire chez d'autres clients dès lors qu'il appartient au titulaire de prendre toutes mesures (recrutements, sous-traitance...) pour faire face à ses engagements.

Le titulaire qui ne remet pas de devis ou dont les motivations pour justifier l'absence de devis seront jugées insuffisantes, encourt l'application des pénalités définies à l'article 9 du présent CCAP ou la résiliation de l'accord-cadre à ses torts selon les modalités prévues à l'article 10 du présent CCAP.

Si elle valide ce devis, l'AN émet le bon de commande correspondant ou passe un marché subséquent. Le titulaire est alors invité à transmettre un acte d'engagement établi sur la base du devis.

Les bons de commandes sont notifiés par l'Assemblée nationale au Titulaire sans qu'il ne puisse y avoir de négociation préalable sur les prix indiqués dans le bordereau des prix annexé à l'acte d'engagement.

Un bon de commande ou un marché subséquent peut porter sur une ou plusieurs prestations.

Lorsque le Titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande ou d'un marché subséquent qui lui est notifié appelle des observations de sa part, il doit les notifier à l'Assemblée nationale dans un délai de 15 jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

En tout état de cause, le Titulaire s'engage, pour chaque bon de commande ou marché subséquent, à exécuter les prestations telles qu'elles résultent de la rédaction du devis ou, pour les marchés subséquents, de l'acte d'engagement, transmis à l'Assemblée nationale et acceptée par elle.

Le Titulaire se conforme aux bons de commande et aux marchés subséquents qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient fait ou non l'objet d'observations de sa part.

Pour les prestations des UO 1 (Prise en charge du marché), UO 2 (Maintenance corrective) la notification du marché vaut notification de ces deux prestations. L'exécution de la maintenance corrective (UO2) débute à la fin de la période de prise en charge du marché.

6.2 Durée d'exécution des bons de commande et des marchés subséquents

Les bons de commande et les marchés subséquents peuvent être émis pendant toute la durée de l'accord-cadre.

Leur durée d'exécution doit s'achever, au plus tard, dans les six mois suivant le terme de l'accord-cadre.

6.3 Annulation ou modification d'un bon de commande ou d'un marché subséquent

6.3.1. Annulation ou modification d'une commande ou d'un marché subséquent sans faute du Titulaire

En l'absence de faute du Titulaire, si la modification ou l'annulation d'un bon de commande ou d'un marché subséquent est à l'initiative de l'Assemblée nationale, les frais en découlant sont à la charge de cette dernière, notamment :

- La valeur contractuelle des unités d'œuvre ou prestations exécutées avant la notification de l'annulation ou la modification ;

Pour demander la prise en charge de ces frais, le Titulaire remet à l'Assemblée nationale une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à leur justification.

6.3.2. Annulation ou modification d'une commande ou d'un marché subséquent dont l'origine est un litige imputable au Titulaire

Si un litige imputable au Titulaire, est à l'origine de l'annulation ou de la modification d'un bon de commande ou d'un marché subséquent, les frais en découlant sont à la charge de ce dernier.

6.4 Vérifications et admission des prestations de maintenance évolutive

Par dérogation aux articles 26.2.2, 27.2.1, 27.2.2, 28.2.1, 28.3 et 28.4.2 du CCAG-TIC, sauf dans les cas où les opérations de vérification sont précisées dans les pièces des bons de commande, ou des marchés subséquents, les opérations de vérification et d'admission des évolutions sont conduites par défaut selon les modalités définies ci-dessous.

Les opérations de vérification sont conduites évolution par évolution. Cependant, les évolutions ayant des dépendances entre elles font l'objet de vérifications groupées.

Les opérations de vérification d'aptitude et de service régulier sont conduites dans un délai indiqué dans le bon de commande, ou le marché subséquent, à compter de la livraison par le titulaire des objets modifiés et des consignes pour mise en exploitation, notifiée par procès-verbal. Ce délai de vérification ne peut pas excéder deux mois. La vérification de service régulier est positive si aucune anomalie empêchant le fonctionnement régulier de la livraison n'est constatée par l'Assemblée nationale à l'issue dudit délai.

Si la vérification d'aptitude ou de service régulier est négative, l'Assemblée nationale prend soit une décision d'ajournement, soit une décision de rejet. En cas d'ajournement, la procédure prévue au présent article pour les opérations de vérification est de nouveau applicable. Une seule décision d'ajournement pour chacune des vérifications peut être prise et le délai d'ajournement ne peut excéder un mois.

En cas de rejet d'une prestation de maintenance évolutive, le titulaire est tenu de rembourser les avances et acomptes déjà perçus pour la réalisation de ladite prestation.

Si la vérification de service régulier est positive, l'Assemblée nationale prononce l'admission des évolutions, avec ou sans réfaction, notifiée au titulaire sous forme de procès-verbal, et le titulaire les prend en charge dans le cadre de la maintenance corrective et adaptative.

ARTICLE 7 PRIX ET MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES PRESTATIONS EXÉCUTÉES

7.1 Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, incluant tous les frais, charges, fournitures, matériels et sujétions du titulaire. Ils sont réputés également comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations.

7.2 Forme des prix

Le présent accord-cadre comprend des prestations à prix forfaitaires et des prestations à prix unitaires.

Pour les unités d'œuvre UO 1 « prise en charge du marché », « UO 2 « maintenance corrective » et UO 9 « réversibilité sortante » les prix sont forfaitaires.

Pour les autres unités d'œuvres, les prix sont unitaires.

7.3 Ajustement du prix de l'UO 2 « maintenance corrective »

Le périmètre technique décrit au CCTP n'est pas considéré comme modifié par les événements suivants et n'entraînent donc pas de réévaluation des montants forfaitaires :

- évolutions de version des éléments techniques cités (SAP, système d'exploitation ou système de base de données) ;
- adjonction de nouveaux développements ou paramétrages réalisés par le titulaire ou le personnel de l'Assemblée nationale dans le cadre de la maintenance évolutive ou adaptative, y compris l'interfaçage avec d'autres applications de l'Assemblée nationale ou la mise en œuvre de nouveaux modules SAP ;
- migration de système d'exploitation ou de système de base de données.

Le périmètre est considéré comme modifié dans les cas suivants :

- adjonction de nouveaux développements ou paramétrages par un tiers, d'importance majeure, affectant la mise à jour ou l'organisation des données.

Dans ce dernier cas, l'Assemblée nationale et le titulaire détermineront les conditions d'évolution du prix sur la base de données objectives permettant d'évaluer la charge supplémentaire induite par la prise en compte de ces évolutions.

7.4 Variation des prix

La révision se fait selon la formule suivante :

Les prix sont révisés annuellement à la fin de la seconde année d'exécution du marché par application de la formule suivante :

$$P1 = P0 \times [0,15 + 0,85 (I1/I0)]$$

Où :

P1 = prix révisé,

P0 = prix d'origine au trimestre de remise de l'offre de l'accord-cadre,

S1 = valeur du dernier indice trimestriel INSEE Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) - Prix de base - CPF 62.01 - Services de programmation informatique (identifiant INSEE 010546007) publié à la date de reconduction de l'accord-cadre.

S0 = valeur de l'indice précédent du trimestre de remise de l'offre de l'accord-cadre.

Le coefficient de révision est arrondi au dix-millième arithmétique.

7.5 Avances aux titulaires

Une avance sera accordée au titulaire dans les conditions prévues aux articles R. 2191-3 à R. 2191-19 du Code de la commande publique, sauf renonciation expresse de sa part.

Le montant de l'avance s'élève à 5 % du marché.

Cependant, en référence à l'ordonnance n° 2020-319 du 25 mars 2020 qui comporte une série de mesures visant à assouplir les règles de passation des marchés, à soutenir la trésorerie des entreprises titulaires et à les aider à faire face aux difficultés rencontrées dans l'exécution de leurs contrats, le Collège de Questeurs de l'Assemblée nationale a souhaité, par décision du 2 avril 2020, de porter ce taux à 30 %.

Une avance peut également être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct, dans les conditions prévues à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

Le mandatement de l'avance interviendra dans un délai d'un mois à compter de la notification du marché ou de l'acte spécial dans le cas de l'avance versée au sous-traitant.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance s'imputera sur les sommes dues au titulaire dès que le montant des prestations qu'il aura exécutées atteindra 65 % du montant initial toutes taxes comprises des prestations au titre desquelles est accordée cette avance.

Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre de solde.

Ce remboursement devra être terminé lorsque le montant des prestations exécutées aura atteint 80 % du montant toutes taxes comprises des prestations au titre desquelles est accordée cette avance.

7.6 Acomptes

Les prestations qui ont donné lieu à un commencement ouvrent droit à des acomptes.

Pour les prestations à prix unitaires dont le montant de la commande ou du marché subséquent est supérieur ou égal à 4 000 € TTC et inférieur à 20 000 € TTC, les prestations donnent lieu à un acompte de 40 % à la livraison.

Pour les prestations à prix unitaires dont le montant de la commande ou du marché subséquent est supérieur à 20 000 € TTC, les prestations donnent lieu à un acompte de 30 % à la livraison, puis à un acompte de 40 % à l'issue positive de la vérification d'aptitude.

7.7 Présentation des demandes de paiement

Les prestations de maintenance corrective (UO 2) sont payées trimestriellement, à terme échu, par application prorata temporis du prix forfaitaire indiqué dans le bordereau de prix.

Toutes les autres prestations sont réglées après admission selon les modalités prévues au CCTP.

Les factures sont établies en un original et deux duplicata et transmises au directeur du service des Systèmes d'information.

Les demandes de paiement seront adressées à l'adresse suivante :

ASSEMBLÉE NATIONALE
Le directeur du service des Systèmes d'information
126, rue de l'Université
75355 Paris 07 SP

7.8 Modalités de paiement

Le paiement des prestations est réalisé conformément aux règles de la comptabilité publique, par virement au compte du titulaire indiqué dans l'acte d'engagement dans un délai de trente jours à compter de la réception de la facture par l'Assemblée nationale ou de la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure.

En cas de dépassement du délai de paiement par l'Assemblée nationale, des intérêts moratoires sont dus au titulaire. Ils sont calculés sur le montant total du solde ou de l'acompte par application du taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne (BCE) à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage, conformément à l'article L. 2192-13 du code de la commande publique.

Les montants versés au titulaire sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement.

7.9 Modalités de paiement direct des sous-traitants

Conformément aux articles R. 2193-10 à R.2193-16 du Code de la commande publique, le sous-traitant bénéficiant du paiement direct adresse sa demande de paiement au directeur du service des Systèmes d'information sa facture ainsi que l'accusé de réception ou le récépissé attestant que le titulaire a par ailleurs reçu sa demande de paiement ou l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Ces documents seront adressés à l'adresse suivante :

ASSEMBLÉE NATIONALE
Le directeur du service des Systèmes d'information
126, rue de l'Université
75355 Paris 07 SP

7.10 Comptable – Cession de créances des marchés conclus sur la base du présent accord-cadre

La personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R. 2191-54 à R. 2191-62 du code de la commande publique :

Madame la Trésorière de l'Assemblée nationale,
126, rue de l'Université
75355 Paris 07 SP
Mél : budget.treso@assemblee-nationale.fr

Tout courrier relatif à une cession ou à un nantissement de créance présenté en application de l'article R. 2191-46 du code précité doit lui être notifié, par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 8 SOUS-TRAITANCE

Les sous-traitants peuvent être présentés au pouvoir adjudicateur pour acceptation lors de la soumission à l'accord-cadre, lors de la remise des offres dans le cadre des marchés conclus sur la base du présent accord-cadre ou en cours d'exécution de ces marchés.

Le titulaire ne peut faire appel à des sous-traitants que dans le respect des dispositions des articles R. 2193-1 à R. 2193-22 du Code de la commande publique.

Les demandes relatives à la sous-traitance se font selon les modalités prévues dans l'acte d'engagement de l'accord-cadre. Les documents requis à l'appui de ces demandes sont remis contre récépissé ou envoyés par lettre recommandée à l'adresse suivante :

ASSEMBLÉE NATIONALE
Service des Systèmes d'information
126, rue de l'Université
75355 Paris 07 SP

ARTICLE 9 PÉNALITÉS

Par dérogation aux articles 14.1.1 et 14.2 du CCAG-TIC, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable les pénalités suivantes :

9.1 Pénalités en cas de retard dans l'exécution des prestations de maintenance corrective

En cas de non-respect des délais définis au CCTP, le titulaire encourt une pénalité de retard de 150 € par jour OU heure ouvré(e) (selon le délai exprimé dans le CCTP).

9.2 Pénalités en cas de non-réponse à une expression de besoin

En cas d'absence de réponse à une expression de besoin ou de justifications jugées insuffisantes pour motiver la non réponse, le titulaire encourt une pénalité de 5 000 €.

9.3 Pénalités en cas de retard dans l'exécution des autres prestations

En cas de retard dans l'exécution des prestations le titulaire encourt une pénalité de retard selon la formule suivante :

$$P = V \times R / 300$$

dans laquelle :

P = montant des pénalités ;

V =montant de la commande ou du marché subséquent;

R = nombre de jours ou d'heures ouvré(e)s de retard

Le montant de la pénalité ne peut être inférieur à 150 € TTC par jour de retard.

Dans le cas d'un retard non imputable au Titulaire, aucune pénalité ne lui est appliquée. Le Titulaire doit apporter tous les éléments permettant de justifier que le retard ne lui est pas imputable.

Durant la phase prise en charge du marché UO1, les pénalités stipulées à l'article 9.3 du présent CCAP seront divisées par 2.

9.4 Plafonnement des pénalités

Le montant des pénalités ne peut excéder 20 % du montant de la commande ou du marché subséquent.

ARTICLE 10 RÉSILIATION

En outre les cas prévus à l'article 50.1 du CCAG TIC l'accord cadre peut être résilié aux torts du titulaire, sans indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, dans les cas suivants:

- Le refus d'exécuter une prestation prévue par de l'accord-cadre ;
- Des défaillances répétées dans l'exécution des prestations de l'accord-cadre et notamment l'absence de réponse à des expressions de besoin, non ou insuffisamment justifiée ;
- Tout manquement au respect de la Charte informatique de l'Assemblée nationale ;
- Des dégradations causées par le titulaire entraînant une perturbation importante du fonctionnement des installations ;
- L'absence de réponse du titulaire de l'accord-cadre au marché subséquent ;
- Tout manquement aux obligations de confidentialité définies au présent CCAP.
- L'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11 du code de la commande publique.

Dans l'un ou l'autre des cas prévus à l'article 42.1 du CCAG-TIC ou du présent article, le directeur du service des Systèmes d'information informe le titulaire de la sanction envisagée par lettre recommandée avec accusé de réception et l'invite à présenter ses observations dans le délai fixé dans ladite lettre.

ARTICLE 11 REPRÉSENTATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR ET DU TITULAIRE

11.1 Représentation du pouvoir adjudicateur

Le CCTP explicite le rôle de chacun des intervenants au sein de l'Assemblée nationale.

11.2 Représentation du titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer le SSI par écrit et communiquer un extrait Kbis mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais.

Le titulaire doit informer le SSI de tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise titulaire et de tout projet de cession de l'accord-cadre dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements utiles qui lui seront notifiés concernant la nouvelle entreprise à qui l'accord-cadre est transféré ou cédé.

En cas d'acceptation de la cession de l'accord-cadre par le pouvoir adjudicateur, elle fera l'objet d'un avenant constatant le transfert de l'accord-cadre au nouveau titulaire.

ARTICLE 12 PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'Assemblée nationale est titulaire du droit d'exploitation des logiciels du présent marché qui lui donne le droit d'effectuer et d'autoriser leur reproduction permanente ou provisoire, la traduction, l'adaptation, l'arrangement ou toute modification des logiciels et leur mise sur le marché.

Les titulaires de l'accord-cadre, prestataires de service pour l'Assemblée nationale, reconnaissent en conséquence qu'ils ne sont pas fondés à revendiquer quelque droit que ce soit sur les prestations qu'ils auraient exécutées dans le cadre du présent accord-cadre alloti.

ARTICLE 13 CONFIDENTIALITÉ

Chacune des parties s'engage à ce que les informations divulguées dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre soient conservées de manière strictement confidentielle et ne soient en aucune manière diffusées à des tiers. Cette obligation de confidentialité est illimitée dans le temps.

Le titulaire et son personnel sont tenus à une obligation de discrétion concernant leur activité dans les locaux de l'Assemblée nationale. Le titulaire s'interdit de divulguer toute information relative à l'organisation et l'activité de l'Assemblée nationale dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion de la réalisation de ce marché. Il s'engage à faire respecter ces obligations par ses employés et à assumer les conséquences de leur violation.

Il est interdit au titulaire de faire une quelconque publicité pour les prestations faisant l'objet du présent marché, sauf à titre de référence dans le cadre d'une candidature à un marché public.

Toute demande d'un tiers, y compris de la presse, relative aux prestations fournies, doit être transmise au directeur du service des systèmes d'information.

ARTICLE 14 ASSURANCE

Le titulaire des marchés conclus sur la base de l'accord-cadre doit contracter les assurances professionnelles permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il devra justifier qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Par dérogation au premier alinéa de l'article 9.2 du CCAG-TIC, l'attestation devra être remise dans le délai de 10 jours à compter de la notification du marché subséquent.

ARTICLE 15 RESPECT DE LA RÉGLEMENTATION RELATIVE AU TRAVAIL DISSIMULÉ

Conformément aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, le titulaire fournit tous les six mois à compter de la notification de l'accord-cadre, les pièces prévues à l'article D.8222-5 ou aux articles D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail.

Les documents et attestations exigés doivent être rédigés en langue française ou être accompagnés d'une traduction en langue française. Ils sont envoyés à l'adresse suivante :

ASSEMBLÉE NATIONALE
Service des Systèmes d'information
126, rue de l'Université
75355 Paris 07 SP.

Le refus de produire les pièces prévues à l'article D.8222-5 ou aux articles D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail conformément au présent article expose le titulaire à voir le marché être résilié à ses torts dans les conditions prévues à l'article résiliation du présent CCAP.

ARTICLE 16 LANGUES ET LITIGES

Les documents relatifs au présent marché sont toujours rédigés en Français.

Les litiges relatifs au présent accord-cadre sont soumis à la compétence du Tribunal administratif de Paris, après tentative de conciliation préalable auprès du pouvoir adjudicateur, dans les conditions définies à l'article 47 du CCAG-TIC.

ARTICLE 17 DÉROGATION AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG-TIC ;

L'article 7.3 du CCTP déroge aux articles aux articles 26.2.2, 27.2.1, 27.2.2, 28.2.1, 28.3 et 28.4.2 du CCAG-TIC ;

L'article 9 du CCAP déroge aux articles 14.1.1 et 14.2 du CCAG-TIC ;

L'article 10 du CCAP déroge à l'article 50.1 du CCAG-TIC ;

L'article 14 du CCAP déroge à l'article 9.2 du CCAG-TIC.
